

renseignements eurent été fournis au Gouvernement. Les réunions du Conseil de sécurité se rapportent à des questions bien différentes. Notre initiative ne se rattache aucunement à ce que s'est passé au Conseil de sécurité.

D'aucuns prétendent que la conduite de certains des détenus est attribuable au secret qui a été imposé à l'égard de la bombe atomique. J'ai reçu hier même du secrétaire d'un des conseils de l'amitié canado-soviétique une lettre dans laquelle il déclare que toute cette affaire provient de ce que la Russie a été privée de renseignements que possédaient les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada dans le domaine de la bombe atomique. Je prie la Chambre de bien noter que les révélations dont j'ai parlé ce soir remontent à 1943 et à 1944. L'entreprise d'espionnage dont j'ai parlé existe depuis trois ou quatre ans dans notre pays, et la majeure partie des renseignements qu'elle a obtenus ou a cherché à obtenir ont été obtenus avant que personne eût appris le moindre détail concernant la bombe atomique, exception faite de ceux que cette bombe intéressait directement. Les attaques lancées contre Hiroshima et Nagasaki ont eu lieu, si j'ai bonne mémoire, le 6 août et à une date ultérieure du même mois, le 9.—Les documents que le Gouvernement a en sa possession remontent pour la plupart à une époque antérieure. Cette entreprise d'espionnage n'a nullement été causée par la bombe atomique ou par le secret dont cette dernière a été entourée. Maintenant que la bombe atomique est une réalité, on cherche indubitablement à obtenir des renseignements concernant cette arme, mais le réseau d'espionnage dont mention a été faite ce soir existait bien avant les sept derniers mois. C'est le 8 septembre dernier que le Gouvernement a obtenu les documents en question.

Il ne m'est pas nécessaire, je crois, de relever les déclarations qui ont été faites à mon sujet et dans lesquelles on prétend que je suis antipathique aux ouvriers, aux Soviets et ainsi de suite. Il me semble que mes sentiments à l'égard de la masse du peuple et mes opinions au sujet des mesures à prendre pour améliorer son sort sont bien connus dans notre pays. Quand à l'amitié avec la Russie, je me rappelle qu'une année ou deux après mon entrée en fonctions, il y a environ vingt-cinq ans, le gouvernement que je dirigeais prit l'initiative d'une caisse d'Aide à la Russie en vue de secourir les enfants affamés de ce pays. A l'époque, je fis de mon mieux pour encourager ce mouvement. Je n'ai rien négligé pour favoriser l'amitié entre le Canada et l'Union soviétique. J'ai pris la parole en public à Toronto pour encourager ce mouvement et j'ai fait de même à Montréal. Le

[Le très hon Mackenzie King.]

Gouvernement dont je fais partie a fourni à la Russie des munitions et des vivres et l'a aidée de diverses façons. C'est ce même Gouvernement qui a invité la Russie à ouvrir une légation à Ottawa et qui a envoyé à Moscou un ambassadeur. Toujours, depuis le début de ma carrière, mon attitude et celle de ceux qui m'entourent de ce côté-ci de la Chambre, a consisté à faire l'impossible pour entretenir avec tous les pays les relations les plus amicales. Je puis ajouter que personne, parmi nous, n'oubliera jamais l'héroïsme du peuple russe. Personne n'oubliera ses sacrifices ni la dette que nous avons contractée envers lui de même qu'envers tous les autres pays qui ont sauvé la liberté du monde. Nous ne permettrons pas que ces années d'épreuves et le sacrifice de millions de vies humaines servent à diviser davantage les nations alliées plutôt qu'à les réunir en une grande famille.

En terminant, j'exprime l'espoir que les honorables députés, au cours de la discussion sur cette question, se garderont de juger un pays ou un individu avant d'être en pleine possession de tous les faits.

Pour ce qui est du peuple russe, je suis absolument convaincu qu'il est désireux d'entretenir de bonnes relations avec le Canada et avec les autres pays, tout comme nous le sommes nous-mêmes. Cependant, dans ce pays-là et dans quelques autres, certains hommes sont prêts, à des fins personnelles égoïstes, à poser des actes que n'approuve pas la grande majorité du peuple. Nous avons vu comment un petit groupe d'hommes peut saisir le pouvoir pour servir leur égoïsme et leurs ambitions et agir ensuite à l'encontre des vœux de leurs concitoyens. Ce qui s'est produit dans ce cas peut fort bien n'être le fait que d'un petit nombre de personnes qui, j'en suis sûr, ne sont ni encouragées ni approuvées par le peuple russe. A cet égard, je tenterai, dans les limites de mes humbles ressources, de dépister le mal et je consacrerai le reste de mon existence à favoriser autant que possible la plus grande amitié, la plus grande harmonie, toute la bonne volonté possible entre tous les peuples et principalement entre les peuples russe et canadien.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggart): Monsieur l'Orateur, je me trouve ce soir dans une situation plutôt difficile. Nous venons d'entendre un exposé qui a fait et continuera de faire impression sur la Chambre, et il est très difficile dans le moment d'entreprendre l'examen du discours du trône ou même des remarques du très honorable premier ministre (M. Mackenzie King). Je me rends compte, cependant, que nous commençons la présente session tardivement et que les honorables députés désirent qu'on poursuive les travaux de la Chambre avec autant de rapidité que pos-